

Nouveaux installés en agriculture : enseignements pour favoriser l'innovation et l'esprit d'entreprise

15 juin 2016



Cette récente publication sur les nouveaux installés en agriculture présente les conclusions du groupe de réflexion mobilisé dans le cadre du Partenariat européen pour l'innovation agricole et la durabilité (EIP-AGRI). Réunissant une vingtaine d'experts (chercheurs, agriculteurs, membres d'associations) originaires de plusieurs États membres, les objectifs étaient de faire un état des lieux en compilant des informations de différentes natures (articles de recherche, données statistiques, etc.), de recenser les freins à leur installation et de proposer des leviers d'action.

La première phase du travail visait à définir le terme de nouveaux « entrants » en agriculture. Le groupe d'experts a conclu qu'il ne peut pas y avoir une définition unique des nouveaux installés en Europe, et que tout dépend de l'objectif recherché. S'il s'agit de soutenir l'installation de jeunes agriculteurs, alors le critère d'âge est à prendre en compte dans la définition. Néanmoins, le rapport rappelle que les nouveaux installés possèdent des caractéristiques communes. Ils sont plutôt jeunes, avec un niveau de formation élevé, pas ou peu issus du milieu agricole. Ils exploitent de petites surfaces et recherchent la valeur ajoutée, par exemple avec un label agriculture biologique, des ventes en circuits courts, etc., ce qui reflète à la fois des considérations militantes et les difficultés d'accès au marché pour ces petites exploitations.

Pour ce qui est des politiques de soutien, les auteurs notent que les autorités locales sont particulièrement utiles pour ces néo-agriculteurs, en leur facilitant l'accès au foncier, principal obstacle à leur installation, en les mettant en réseaux et en les insérant dans des systèmes alimentaires locaux. Avec ces producteurs, de nouveaux modèles d'agriculture se développent (agriculture contractuelle, financement participatif des projets agricoles), ainsi que de nouvelles formes d'accompagnement (pépinières d'entreprises, espaces tests, coopératives d'activité et d'emploi en agriculture, etc.).

Enfin, le groupe d'experts a constaté le manque de représentation à l'échelle

européenne de ce type de public et d'agriculture, qui correspond souvent à des initiatives locales. L'une des pistes proposées serait d'améliorer les liens entre ces différentes initiatives, par une mise en réseau via une plate-forme européenne ; cela permettrait aussi une meilleure visibilité en vue d'un soutien plus fort des politiques publiques.

Céline Fabre, Centre d'études et de prospective

Source : [Commission européenne](#)